



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU JURA

1

PREFECTURE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

Bureau des élections
et du débat public

Commune de BIEF-DES-MAISONS
Captages des Sources des Grands Prés 1 et 2
Captage du Puits communal

Arrêté n° 846

- Arrêté portant déclaration d'utilité publique :**
- de la dérivation des eaux souterraines
 - de l'instauration des périmètres de protection

**Arrêté portant autorisation de traiter et de distribuer au public de l'eau
destinée à la consommation humaine.**

**Arrêté valant récépissé de déclaration de prélèvement (pour les Sources des
Grands Prés) au titre des articles L.214-1 à L.214-6
du code de l'environnement**

LE PREFET DU JURA,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU** le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'expropriation ;
VU le code de l'environnement & notamment les articles L.214-1 à L.214-6 sur les régimes d'autorisation et de déclaration, l'article L.214-18 sur les débits réservés, l'article L.215-13 relatif à l'autorisation de dérivation des eaux dans un but d'intérêt général et les articles R.214-1 à R.214-60 ;
VU le code du domaine de l'Etat ;
VU le code de la santé publique & notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et les articles R. 1321-1 à R. 1321-63 concernant les eaux destinées à la consommation humaine ;
VU le code de l'urbanisme & notamment les articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 ;
VU le code de justice administrative ;
VU le code rural ;
VU le code forestier ;
- VU** la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;
VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau modifiée ;
VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;
VU la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique ;
VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- VU** le décret n° 94-841 du 26 septembre 1994 portant application de l'article 13-III de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, relatif à l'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine ;
VU le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement ;
VU le décret n° 2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;
VU le décret n° 2007-1581 du 7 novembre 2007 relatif aux servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique ;

.../...

- VU l'arrêté du 22 novembre 1993 relative au code des bonnes pratiques agricoles ;
- VU l'arrêté du 30 avril 2002 relatif au référentiel de l'agriculture raisonnée ;
- VU les arrêtés du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrains soumis à déclaration ainsi qu'aux prélèvements soumis à déclaration ou autorisation relevant de la nomenclature ;
- VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;
- VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;
- VU la circulaire du 19 février 1998 relative à l'information sur la qualité des eaux d'alimentation à joindre à la facture d'eau ;
- VU la circulaire DGS/VS4/2000/166 du 28 mars 2000 relative aux produits de procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU la circulaire DGS/SD7A/2003/633 du 30 décembre 2003 relative à l'application des articles R. 1321-1 et suivants du code de la santé publique concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;
- VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse (SDAGE – RMC), adopté par le comité de Bassin et approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 20 novembre 2009 ;
- VU les délibérations de la commune de BIEF-DES-MAISONS, en date du 04 décembre 2000 et du 23 août 2010 demandant :
- de déclarer d'utilité publique :
 - la dérivation des eaux pour la consommation humaine,
 - la délimitation et la création des périmètres de protection des captages
 - de l'autoriser à :
 - délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine,
 - mettre en place des installations, ouvrages ou travaux et aménagements de prélèvement relevant de la nomenclature du Code de l'environnement.
- et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;
- VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 11 juin 2005 ;
- VU la décision du tribunal administratif de BESANÇON en date du 20 janvier 2011 portant désignation de M. Daniel SEGUT en qualité de commissaire enquêteur ;
- VU le dossier soumis à l'enquête publique ;
- VU les pièces constatant que l'arrêté préfectoral n° 107 en date du 08 février 2011 a été publié et affiché, qu'un avis au public d'ouverture d'enquête a été inséré dans deux journaux et que le dossier d'enquête est resté déposé en mairie pendant 22 jours consécutifs du 07 au 28 mars 2011 dans la commune de BIEF-DES-MAISONS ;
- VU les avis et conclusions du commissaire enquêteur en date du 18 avril 2011 ;
- VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Jura en date du 23 juin 2011 ;
- VU le document établi le 1^{er} août 2011 par la commune de BIEF-DES-MAISONS exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération, ci-annexé ;

CONSIDERANT QU' il convient de protéger les ressources en eau et que, dès lors, la mise en place des périmètres de protection autour des captages des sources des Grands Prés et du Puits communal ainsi que les mesures envisagées, constituent un moyen efficace pour faire obstacle aux pollutions susceptibles d'altérer la qualité de ces eaux destinées à la consommation humaine ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Jura :

ARRETE

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE 1^{ER} - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarées d'utilité publique au bénéfice de la commune de BIEF-DES-MAISONS :

- La dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir des captages des sources des Grands Prés 1 et 2 et du puits du Village, situés sur la commune de BIEF-DES-MAISONS conformément au plan annexé ;
- La création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour de ces ouvrages de captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et la qualité de l'eau.

ARTICLE 2 - AUTORISATION DE PRELEVEMENT

La commune de BIEF-DES-MAISONS est autorisée à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau des captages des sources des Grands Prés et du Puits communal, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 3 - CAPACITE DE POMPAGE – DEBIT CAPTE AUTORISE

Le volume maximum de prélèvement autorisé sur les sources et le puits est le suivant :

- Débit de prélèvement horaire : 7 m³/heure
- Débit de prélèvement journalier : 55 m³/jour

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Afin de satisfaire les autres usages de l'eau situés à l'aval immédiat d'une part, et afin de maintenir l'intégrité des écosystèmes aquatiques d'autre part, l'excédent capté retournera au milieu naturel au plus près du point de captage.

ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES, LOCALISATION ET AMENAGEMENT DES CAPTAGES

Sources des Grands Prés 1 et 2 :

Les sources des Grands Prés se trouvent au sud-est du bourg de Bief-des-Maisons, dans des prés. Il y a deux ouvrages de captage, qui se rejoignent dans un collecteur quelques dizaines de mètres à l'aval, en direction du village. L'eau rejoint ensuite gravitairement le réservoir communal.

Source des Grands Prés 1

C'est la source principale qui se trouve le plus au nord. Ce captage fait environ 1,5 mètre de diamètre et 5 mètres de profondeur. L'eau arrive par l'intermédiaire de 3 petits drains situés en fond d'ouvrage. L'eau est ensuite acheminée vers le collecteur par une conduite non crépinée.

Localisation du captage :

Commune de BIEF-DES-MAISONS, au lieu-dit « Grands Prés sur la Fontaine », sur la parcelle n° 11 - section ZC

Code BSS : 05828X0008

Coordonnées Lambert : X : 883 930 Y : 2 195 250 Z : 980 m

Source des Grands Prés 2

Elle est située à 50 m au sud de la Source 1. Ce captage fait environ 70 centimètres de diamètre et 5 mètres de profondeur. Au fond de l'ouvrage de captage, on distingue une galerie longue de plusieurs mètres côté sud. L'eau arrive également par un drain de l'autre côté de la galerie. Elle est ensuite drainée par une petite conduite non crépinée jusqu'au collecteur.

Localisation du captage :

Commune de BIEF-DES-MAISONS, au lieu-dit « Grands Prés sur la Fontaine », sur la parcelle n° 11 - section ZC

Code BSS : 05828X0013

Coordonnées Lambert : X : 883,880 Y : 2195,220 Z : 980 m

Puits communal :

Le puits se trouve à environ 100 mètres au sud-est du village. Il fait environ 1,50 mètre de diamètre et 6 mètres de profondeur et est protégé par un petit local technique. L'eau, située à 2 mètres de profondeur, est captée dans les niveaux sablo-limoneux. Le puits est équipé de 2 pompes de 7 m³/heure fonctionnant en alternance qui refoulent l'eau directement dans le réservoir communal. Une source annexe, qui n'est plus utilisée par la commune, est drainée vers le captage. La conduite acheminant cette source devra être supprimée et déconnectée du puits.

Localisation du captage :

Commune de BIEF-DES-MAISONS, au lieu-dit « Sur la Fontaine », sur la parcelle n° 9a - section ZD

Code BSS : 05828X0009/P

Coordonnées Lambert : X : 883 155 Y : 2 196 040 Z : 932 m

ARTICLE 5 - INDEMNISATION ET DROIT DES TIERS

La commune de BIEF-DES-MAISONS devra indemniser les propriétaires et exploitants des terrains situés dans les périmètres de protection de tout dommage qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par l'instauration de ces périmètres.

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 6 - PERIMETRES DE PROTECTION DE CAPTAGE

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des captages.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan de situation, du plan cadastral et des états parcellaires annexés au présent arrêté.

Article 6.1 - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Deux périmètres de protection immédiate ont été établis autour d'une part, du puits communal et d'autre part, des sources des Grands Prés 1 et 2.

Ce périmètre est constitué par des terrains appartenant en pleine propriété à la commune de BIEF-DES-MAISONS. Il doit rester propriété de la commune.

Afin d'empêcher efficacement l'accès du périmètre de protection immédiate à des tiers, ce périmètre est clos et matérialisé par une clôture et munie d'un portail fermant à clé. Son accès est interdit au public.

Les trappes et autres moyens d'accès aux ouvrages de captage doivent être verrouillées et étanches. Un grillage ou un clapet anti-retour est apposé au niveau des ouvertures, en particulier des surverses, afin d'éviter l'intrusion d'animaux ou des actes de malveillance.

Ce périmètre devra rester verrouillé et sera interdit à tous dépôts, installations ou activités autres que ceux nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages de captage. Il n'y sera fait usage d'aucun désherbant, la croissance des végétaux n'étant limitée que par la taille.

Ce périmètre devra être maintenu déboisé et fauché régulièrement à la diligence de la commune.

Les ouvrages de captage doivent être maintenus en bon état et nettoyés régulièrement.

Les opérations de maintenance et d'entretien des ouvrages doivent être consignées dans un carnet sanitaire, permettant d'en assurer la traçabilité (date, nature des travaux, opérateur, ...)

Le bon état et l'étanchéité de la canalisation transportant l'eau brute du captage au réservoir doivent être contrôlés régulièrement.

Article 6.2 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Dans ces zones, les activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau seront recensées et régulièrement contrôlées, pour, le cas échéant, mise en conformité avec la réglementation en vigueur.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans les extraits parcellaires joints en annexe.

Prescriptions générales :

- Le périmètre de protection rapprochée est une zone inconstructible.
- Dans ce périmètre, le maintien des prairies existantes et des parcelles boisées doivent être encouragés.

Activités interdites :

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits, sauf extension ou modification d'installations autorisées existantes, les équipements ou activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- Les constructions de toute nature autres que celles nécessaires à l'alimentation en eau potable ;
- les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrière et d'excavations diverses ;
- l'extraction de matériau alluvionnaire, les exhaussements et affouillements de sol ;
- l'installation de réservoir ou canalisations d'hydrocarbures ou de produits chimiques ;
- la création de forages ou de puits autres que ceux liés à l'exploitation ou à la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine ;
- la réalisation de réseau de drainage ;
- la recharge artificielle de la nappe ;
- les canalisations autres que celles nécessaires au transport des eaux destinées à la consommation humaine ;
- les dépôts d'immondices, ensilage, déchets ménagers, agricoles et industriels ;
- l'entrepôt des déchets et des matières fermentescibles ainsi que la création même momentanée de stockages de fumiers et d'engrais artificiels ;
- l'épandage de matières de vidange et de boues de station d'épuration ;
- l'épandage d'effluents agricoles liquides (lisiers et purins) ;
- l'utilisation de produits phytosanitaires ;
- la mise en place d'abreuvoirs ou de mangeoires à moins de 50 mètres des limites du périmètre de protection immédiate ;
- la création de terrains de camping.

Activités réglementées :

⇒ Pratiques agricoles

Les dispositions du Code de Bonnes Pratiques Agricoles, objet de l'arrêté du 22 novembre 1993, sont rendues d'application obligatoire.

Les quantités d'engrais apportées doivent être consignées par les exploitants agricoles dans un cahier d'enregistrement.

Ce registre devra comporter au moins les informations suivantes : n° de parcelle, produit, quantité, date, conditions météorologiques.

La tenue de ce registre n'est pas nécessaire si les apports d'engrais font l'objet de plans de fumure à la parcelle et de bilans annuels établis par un organisme compétent.

Ces informations doivent être tenues à disposition de l'autorité sanitaire.

Epandages de fumures organiques et minérales

Engrais organiques :

Sur les parcelles du périmètre rapproché, les épandages de fumier sont autorisés dans le respect des règles suivantes :

- ils sont formalisés dans les plans d'épandage des exploitations agricoles concernées ;

- les zones aptes à l'épandage sont situées à plus de 35 mètres des limites du périmètre immédiat, sur des parcelles au sol aéré et suffisamment profond (> 20 cm) ;
- les épandages doivent être réalisés en période favorable et de forte activité végétative.

Engrais minéraux :

- Au maximum 50 unités d'azote, 60 unités de phosphate et 80 unités de potasse par hectare de Surface Agricole Utile (S.A.U.) et par an.

Fertilisation azotée totale (minérale et/ou organique) :

- inférieure à 80 unités d'azote par hectare de Surface Agricole Utile (S.A.U.) et par an.
- Les apports doivent être fractionnés et tenir compte des reliquats d'azote disponibles (plan de fumure prévisionnel).

⇒ Entretien des voiries et autres infrastructures de transport

Le défrichement et l'entretien des abords des voies routières ou des chemins d'exploitation qui traversent le périmètre de protection rapprochée sont réalisés par des moyens mécaniques à l'exclusion de tout traitement chimique.

Article 6.3 - PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

Ce périmètre a pour rôle de participer à la préservation générale de la qualité des eaux alimentant le puits communal et les sources des Grands Prés.

On veillera, à l'intérieur de ce périmètre, à la conformité des règles administratives qui s'appliquent aux activités agricoles, urbaines et industrielles.

Notamment :

- Les stockages d'hydrocarbures (fioul) à usage domestique, agricole, ou industriel recensés dans ce périmètre de protection, doivent être placés sur une cuvette de rétention étanche et incombustible dont la capacité est au moins égale au volume du réservoir.
- Les bâtiments agricoles (siège ou lieu de stockage de produits ou de matériel de stabulation) seront autorisés à condition que leur bâti, stockages et rejets d'eaux usées soient conformes aux règlements en vigueur.
- Les dispositifs d'assainissement des constructions devront être soit raccordés à un réseau collectif d'eaux usées soit conformes aux prescriptions techniques de l'arrêté du 07 septembre 2009 en matière d'assainissement non collectif.

ARTICLE 7 - PUBLICATION DES SERVITUDES

La notification individuelle du présent arrêté sera faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux propriétaires des parcelles comprises dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée, ainsi qu'aux exploitants agricoles concernés.

Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

La commune de BIEF-DES-MAISONS, bénéficiaire de l'autorisation préfectorale, est chargée d'effectuer ces formalités.

Les maires des communes concernées conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

ARTICLE 8 - DELAIS DE MISE EN CONFORMITE

Réalisation de la clôture du périmètre de protection immédiate, sécurisation des ouvrages de captage et réfection des ouvrages de captage des sources des Grands Prés 1 et 2 dans un délai de 1 an à compter de la date de signature de cet arrêté.

Dans les terrains compris dans les périmètres de protection institués par le présent arrêté, il devra être satisfait aux obligations prévues à l'article 6 dans un délai de 1 an, en ce qui concerne les dépôts, activités et installations existant à la date de cet arrêté.

ARTICLE 9 - RESPECT DES SERVITUDES - SANCTIONS

Les propriétaires et exploitants des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner la poursuite de leur activité au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Non-respect de la déclaration d'utilité publique

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.

Dégradation d'ouvrages, pollution

En application de l'article L.1324-4 du code de la santé publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

ARTICLE 10 - ALTERATION DE LA QUALITE DE LA RESSOURCE

En cas de dégradation de la qualité de la ressource en eau pour son usage « eau potable », la présente autorisation pourra être modifiée par arrêté préfectoral complémentaire et conduire à la mise en place de prescriptions plus contraignantes.

ARTICLE 11 - MAITRISE FONCIERE ET DE L'OCCUPATION DES SOLS DANS LES PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE

Droit de préemption urbain. (Article L. 1321-2 du code de la santé publique)

Dans les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme. Ce droit peut être délégué à la commune ou à l'établissement public de coopération intercommunale responsable de la production d'eau destinée à la consommation humaine dans les conditions prévues à l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme.

Le droit de préemption urbain prévu à l'article L. 1321-2 du code de la santé publique peut être institué même en l'absence de plan local d'urbanisme (Art. R. 1321-13-3 du code de la santé publique).

Prise en compte dans les baux ruraux des prescriptions instituées dans les périmètres de protection rapprochée (Art. R. 1321-13-4 du code de la santé publique)

I. – La collectivité publique, propriétaire de terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, qui entend prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de préserver la qualité de la ressource en eau, à l'occasion du renouvellement des baux ruraux portant sur ces terrains, notifie ces prescriptions au preneur dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail en cours.

Si la collectivité notifie au preneur de nouvelles prescriptions avant la fin de son bail, mais au-delà du délai de dix-huit mois prévu au premier alinéa, les nouvelles prescriptions ne peuvent entrer en vigueur qu'après un délai de dix-huit mois à compter de cette notification.

II. - La notification prévue au I est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. Elle indique les motifs justifiant les prescriptions et les parcelles concernées et précise que la décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

TRAITEMENT & DISTRIBUTION DE L'EAU

ARTICLE 12 - MODALITES DE LA DISTRIBUTION - TRAITEMENT DE L'EAU

La commune de BIEF-DES-MAISONS est autorisée à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de ses captages, dans le respect des modalités suivantes :

- l'eau brute, avant distribution, fait l'objet d'un traitement de désinfection permanente.

- le réseau de distribution et les réservoirs doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur.
- les eaux distribuées doivent satisfaire aux exigences de qualité fixées par le code de la santé publique et ses textes d'application.
- Seuls peuvent être utilisés les produits de procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine autorisés par la réglementation en vigueur.
- Tout projet de modification de la filière de traitement ou des produits utilisés doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du préfet.
- Dans le cas d'une modification significative de la qualité de l'eau brute mettant en cause l'efficacité du traitement, la présente autorisation pourra être modifiée par décision préfectorale.

Rendement des réseaux de distribution :

Le réseau de distribution et les réservoirs doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur.

La commune de BIEF-DES-MAISONS veille au bon entretien et à l'étanchéité des canalisations de son réseau de distribution. Elle met en œuvre tous les moyens nécessaires pour diminuer les éventuelles fuites sur le réseau et améliorer le rendement du réseau.

Un rendement élevé (rapport entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés par les usagers) doit être recherché en permanence. Un objectif de rendement minimum de 70 % est fixé.

ARTICLE 13 - SURVEILLANCE ET CONTROLE SANITAIRE DE LA QUALITE DE L'EAU

Surveillance

La commune de BIEF-DES-MAISONS veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution et met en œuvre un plan de surveillance de la qualité de l'eau qui comprend notamment :

- *l'examen régulier des installations,*
- *un programme de tests ou d'analyses sur des points déterminés en fonction des risques identifiés,*
- *la tenue d'un fichier sanitaire consignait l'ensemble des informations collectées au titre de la surveillance.*

La commune de BIEF-DES-MAISONS tient à la disposition du directeur général de l'agence régionale de santé les résultats de la surveillance de la qualité des eaux ainsi que toute information en relation avec cette qualité. Elle porte à sa connaissance tout incident pouvant avoir des conséquences pour la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, la commune de BIEF-DES-MAISONS prévient le directeur général de l'agence régionale de santé dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

Contrôle

La qualité de l'eau est contrôlée dans les conditions et selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la commune de BIEF-DES-MAISONS.

Si la qualité des eaux venait à se dégrader, il pourrait être procédé à une nouvelle définition des périmètres et des servitudes.

ARTICLE 14 - DISPOSITIONS PERMETTANT LES PRELEVEMENTS ET LE CONTROLE DES INSTALLATIONS

- Les captages devront être équipés d'un robinet de prise d'échantillon d'eau brute avant tout traitement.
- Les installations de traitement de l'eau doivent être équipées d'un robinet de prise d'échantillon de l'eau mise en distribution.
- Les agents de l'agence régionale de santé et du laboratoire agréé ont constamment libre accès aux installations autorisées.
- Les exploitants responsables des installations sont tenus de leur laisser à disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 15 - INFORMATION SUR LA QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE

Sont affichés dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception et tenus à la disposition du public, en mairie de la commune de BIEF-DES-MAISONS :

- l'ensemble des résultats d'analyse des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire ;
- leur interprétation sanitaire faite par l'agence régionale de santé ;
- les synthèses commentées que peut établir ce service sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Les remarques essentielles formulées par l'agence régionale de santé concernant la qualité de l'eau et la protection de la ressource devront apparaître annuellement sur la facture d'eau de chaque abonné.

DECLARATION au titre du code de l'environnement (articles L.214-1 à L.214-6)

ARTICLE 16 - DECLARATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement pour les prélèvements réalisés sur les captages des sources des Grands Prés, relevant de la rubrique n° 1-1-2-0 - 2° de la nomenclature :

« *prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an.* »

En revanche, les prélèvements réalisés sur le puits communal ne sont soumis ni à déclaration, ni à autorisation.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17 - RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE

La commune de BIEF-DES-MAISONS, bénéficiaire de la présente autorisation, veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Elle pourvoira aux dépenses nécessaires à l'application de cet arrêté tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat, d'autres collectivités ou d'établissements publics.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine de la commune de BIEF-DES-MAISONS devra être porté à la connaissance du préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 18 - DUREE DE VALIDITE

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage reste en exploitation et participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 19 - NOTIFICATIONS ET PUBLICITE DE L'ARRETE

Le présent arrêté est transmis au maire de BIEF-DES-MAISONS en vue de sa notification individuelle aux propriétaires et exploitants des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Le présent arrêté est notifié au maire de BIEF-DES-MAISONS en vue de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant une durée de deux mois et de son insertion dans les documents d'urbanisme dans un délai maximal d'un an. Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture.

Le maire de BIEF-DES-MAISONS conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Un avis de cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'agence régionale de santé dans un délai de 6 mois après la date de la signature du présent arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités concernant :

- la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée,
- l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 20 - DELAIS DE RECOURS ET DROIT DES TIERS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de BESANÇON dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication.

ARTICLE 21 - MESURES EXECUTOIRES

- Le secrétaire général de la préfecture du Jura,
- Le maire de BIEF-DES-MAISONS,
- Le directeur général de l'agence régionale de santé de Franche-Comté,
- Le directeur départemental des territoires du Jura,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Jura, et dont une mention sera mise en ligne sur le site internet de la préfecture.

Par ailleurs, une copie conforme sera adressée au :

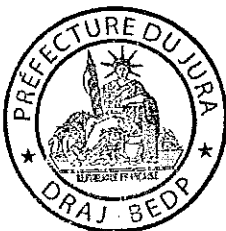
- Président du Conseil général du Jura ;
- Président de la Chambre d'agriculture du Jura ;
- Directeur régional de l'Office national des Forêts ;
- Directeur du Bureau de Recherches géologiques et minières (BRGM) ;
- Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse ;
- Chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques du Jura ;
- Chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage du Jura.

LONS-LE-SAUNIER, le - 3 AOUT 2011

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Jean-Marie WILHELM



Pour copie conforme,
Pour le Préfet
et par délégation
La Secrétaire Administrative,

Brigitte CHAPPEZ

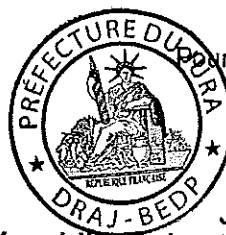
BIEF DES MAISONS

39150

Tél : 03 84 51 54 27

VU par le Préfet,
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
LONS-LE-SAUNIER, le **3. AOÛT 2011**

LE PRÉFET,



pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Jean-Marie WILHELM

Document justifiant le caractère d'utilité publique des travaux de la mise en place des périmètres de protection de la source des grands prés sur la fontaine.

Dans notre village, de nombreuses analyses d'eau ont révélé par le passé, des résultats négatifs, dus notamment à l'épandage de fumier, lisier et engrais chimiques à proximité des captages.

En tant que responsable de la qualité des eaux distribuées à la population, il appartient à la collectivité de s'assurer en permanence qu'elles satisfont à cet usage. Il est d'autant plus facile de fournir au public des eaux de qualité satisfaisante que l'on utilise, au départ, des ressources de bonne qualité. La mise en place des périmètres de protection constitue à cet égard un outil indispensable pour maintenir la qualité naturelle des eaux captées en vue de la consommation humaine.

Suite à la réglementation pour la protection des sources, nous étions dans l'obligation d'établir un document d'arpentage. Un nouvel agencement des parcelles concernées a donc été mis en place, à savoir :-

- La parcelle ZC 11, lieu-dit « les grands prés » d'une surface de 2ha8a50ca est divisée en 2 parcelles ZC 124 pour une surface de 15a58ca (périmètre immédiat) et ZC 125 pour une surface de 1ha92a92ca (périmètre rapproché)
- La parcelle ZD 9, lieu-dit « sur la fontaine » d'une surface de 89a20ca est divisée en 2 parcelles : ZD 128 pour une surface de 1a43ca (périmètre immédiat) et ZD 129 pour une surface de 87a77ca (périmètre rapproché).

La mise en place des périmètres de protection est une obligation réglementaire qui découle du Code de la Santé Publique ; elle a pour objectifs :

- d'empêcher la dégradation des ouvrages de prélèvements ;
- d'éviter le rejet de substances polluantes susceptibles d'altérer la qualité des eaux captées ;
- de maîtriser le développement de toutes nouvelles activités incompatibles avec la préservation des ressources exploitées ;
- de renforcer les dispositifs de prévention et de contrôle dans les zones de captage ;
- de limiter le recours à des traitements coûteux et sophistiqués en préservant la qualité initiale de l'eau ;

Les périmètres de protection définis autour du puits de captages des grands prés sur la fontaine répondent à ces différents objectifs à caractère d'utilité publique. Les études conduites depuis plusieurs années ont permis d'ajuster leur délimitation et les prescriptions qui s'y rapportent. S'ils induisent certes quelques contraintes pour les propriétaires et exploitants des terrains concernés par la protection, celles-ci sont sans commune mesure avec les bénéfices attendus. Ainsi, les périmètres de protection devraient permettre d'assurer dans le futur l'approvisionnement en eau potable de la commune de Bief-des-Maisons soit aujourd'hui une population de 80 habitants.

C'est pourquoi la commune de Bief-des-Maisons s'est engagée dans cette voie considérant que dans un but d'utilité publique, elle permet de protéger la santé des générations présentes et futures, et qu'elle s'inscrit dans une démarche de développement durable en préservant les ressources.

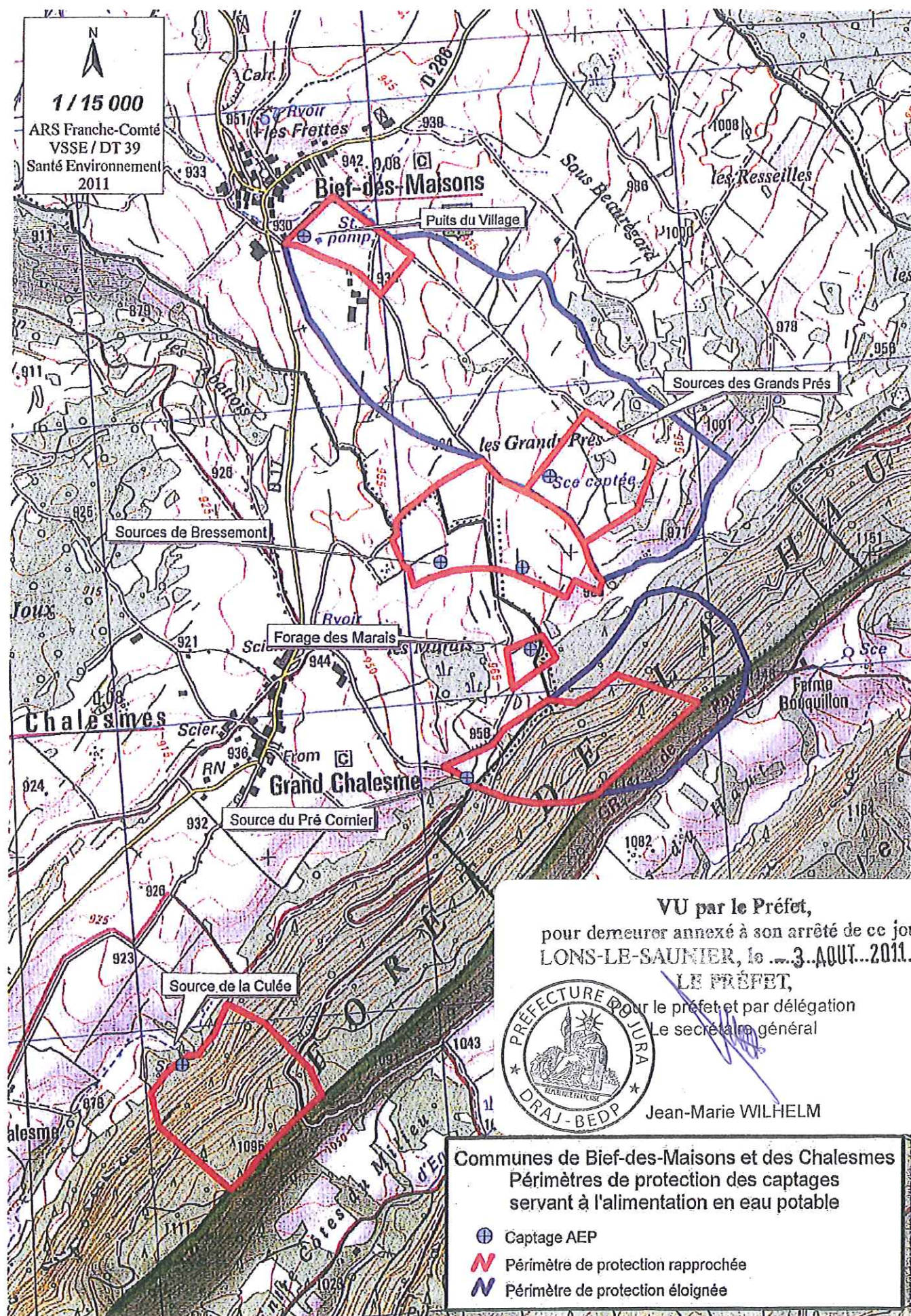
Fait le 1^{er} août 2011

A Bief-des-maisons

Le Maire,

Gilles MATHIEU





VU par le Préfet,
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
LONS-LE-SAUNIER, le ...3...AOUT...2011...

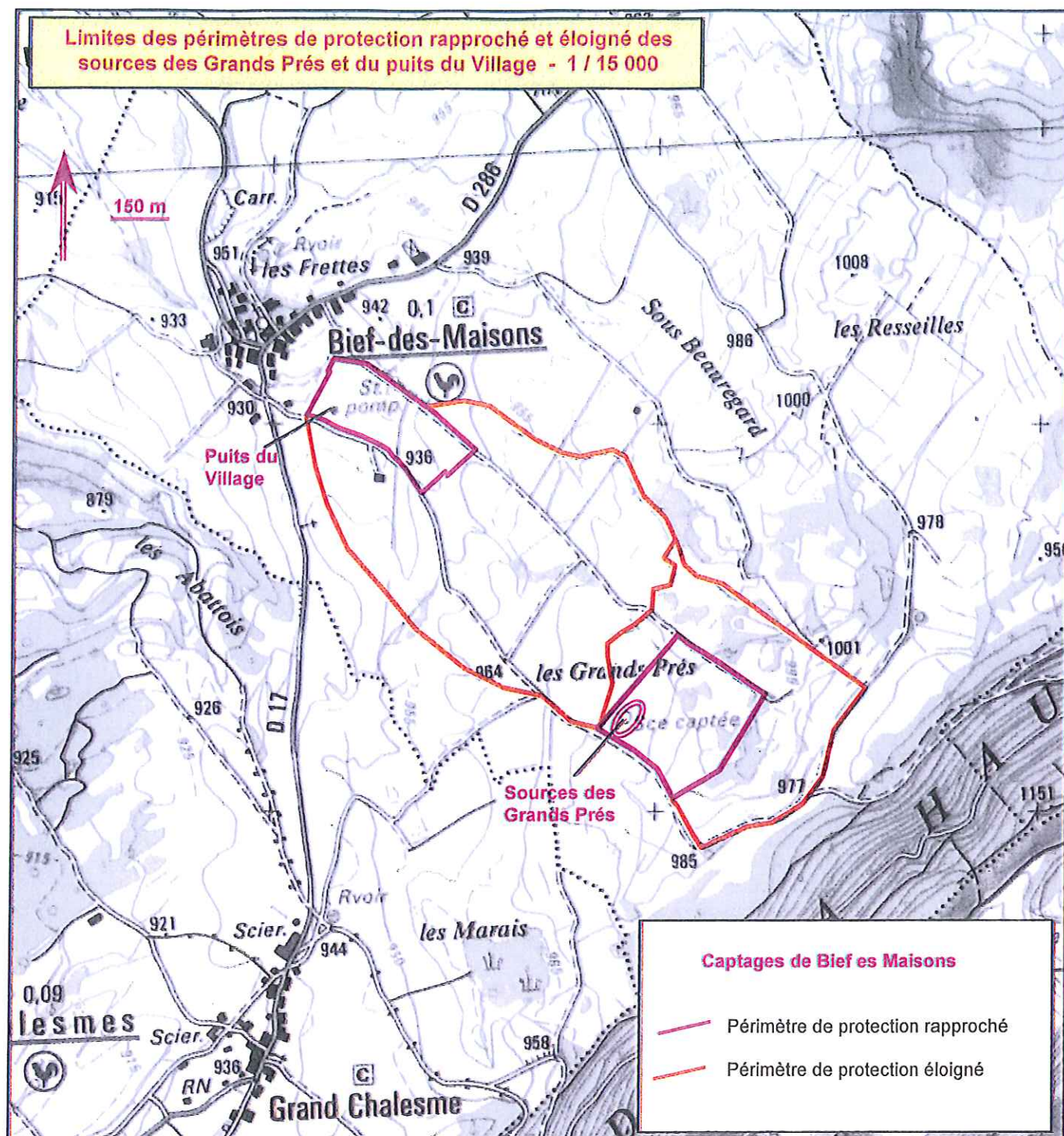
LE PRÉFET,

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général



Jean-Marie WILHELM

Limites des périmètres de protection rapproché et éloigné des sources des Grands Prés et du puits du Village - 1 / 15 000



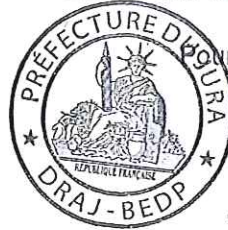
VU par le Préfet,
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
LONS-LE-SAUNIER, le ...3..AOÛT..2011...
LE PRÉFET,



Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

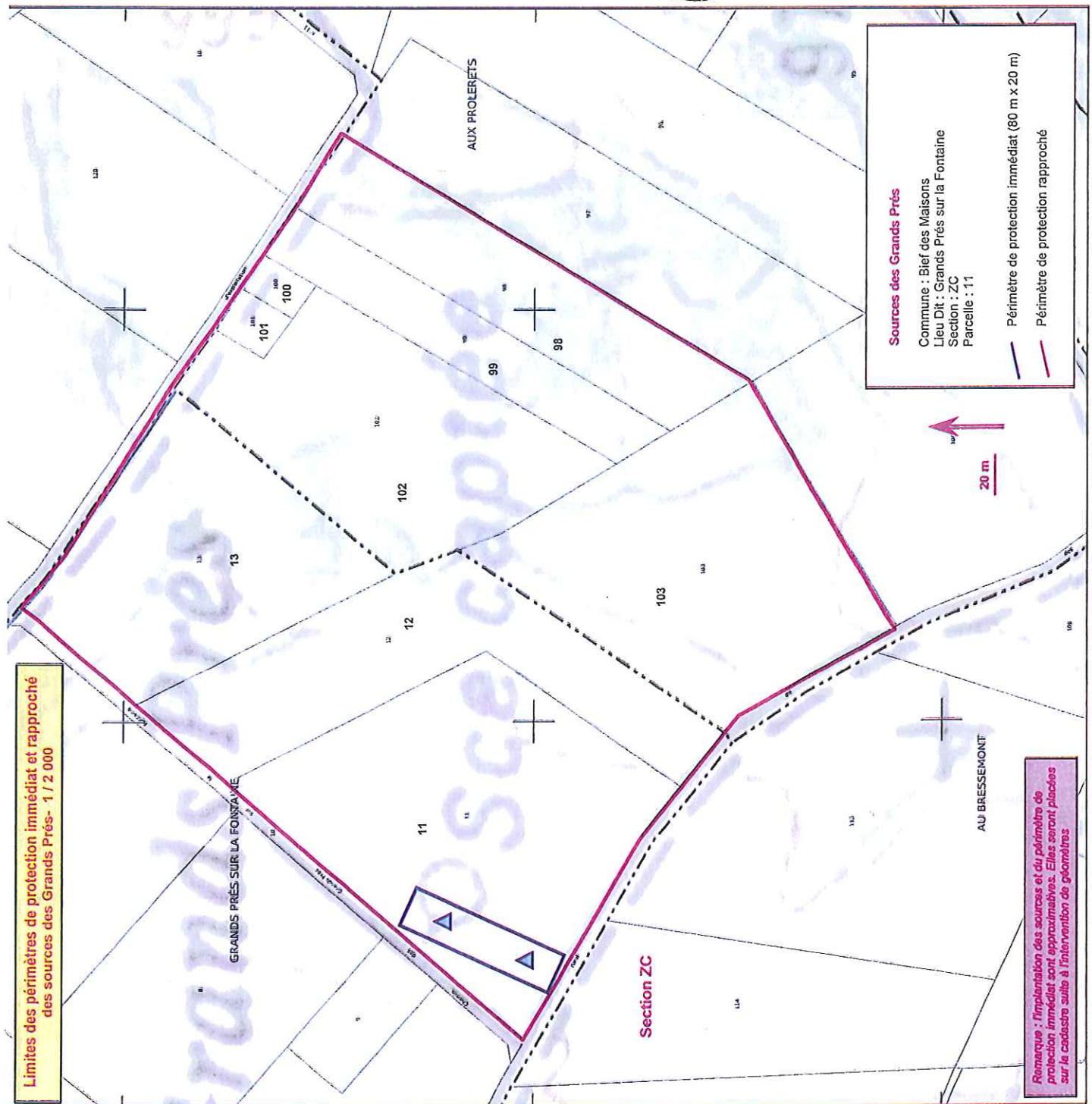
Jean-Marie WILHELM

VU par le Préfet,
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
LONS-LE-SAUNIER, le - 3 AOUT 2011



LE PRÉFET,
pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Jean-Marie WILHELM



Puits du Village

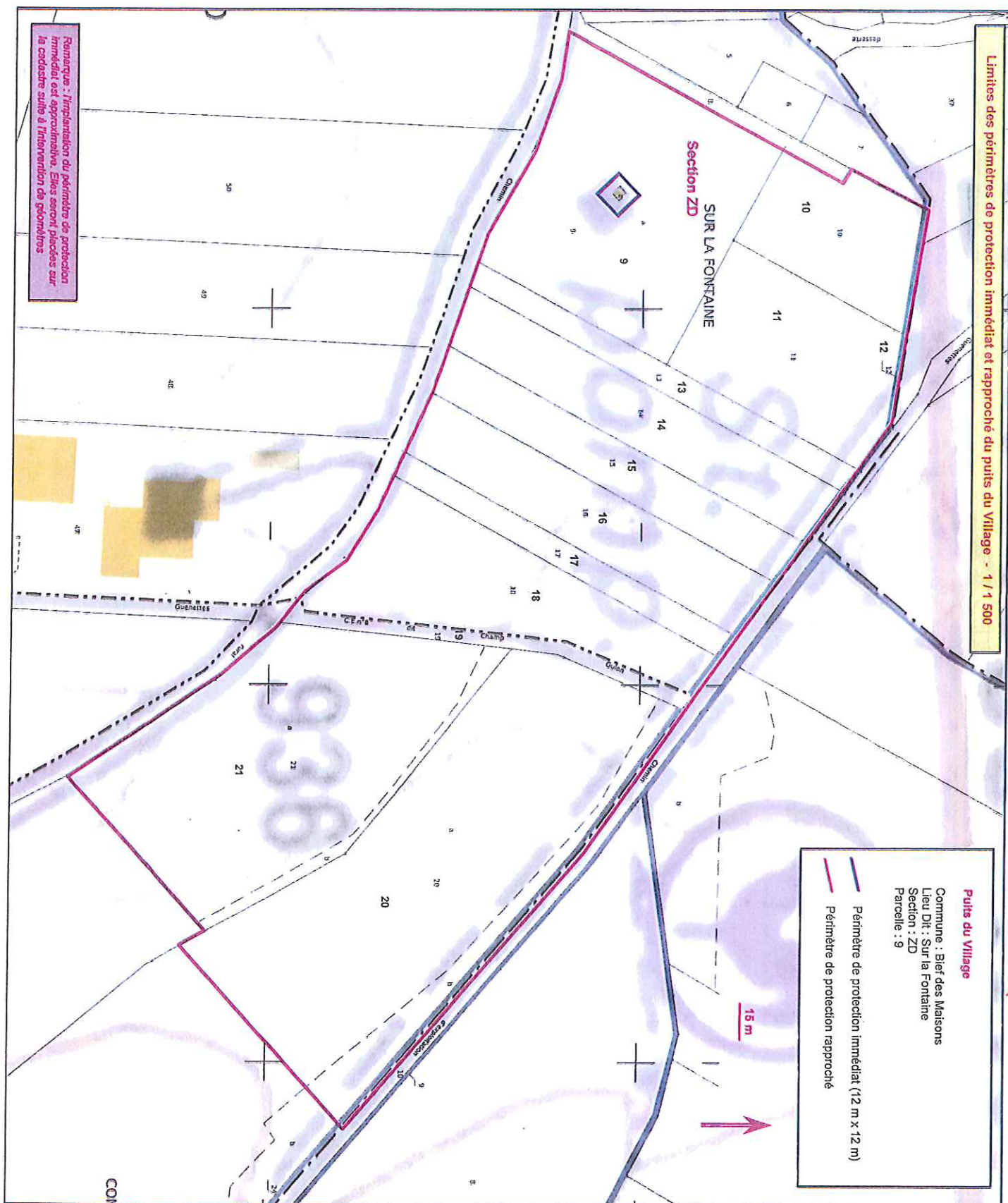
Commune : Bief des Maisons
Lieu Dit : Sur la Fontaine
Section : ZD
Parcelle : 9

— Périmètre de protection immédiat (12 m x 12 m)
— Périmètre de protection rapproché

**SUR LA FONTAINE
Section ZD**

15 m

Remarque : l'implantation du périmètre de protection immédiat est approximative. Elles seront placées sur la cadastre suite à l'intervention de géomètres



Sources des Grands Prés

Périmètre immédiat : Commune de BIEF DES MAISONS

Section	N°	Lieu-dit	Surface m²	Propriétaire
ZC	11	Grands Prés sur la Fontaine	20 850 m² dont 1600 m² inclus dans le PPI	Commune de Bief des Maisons - Au Village - 39 150 BIEF DES MAISONS

Puits du Village

Périmètre immédiat : Commune de BIEF DES MAISONS

Section	N°	Lieu-dit	Surface m²	Propriétaire
ZD	9	Sur la Fontaine	8 920 m² dont 144 m² inclus dans le PPI	Commune de Bief des Maisons - Au Village - 39 150 BIEF DES MAISONS

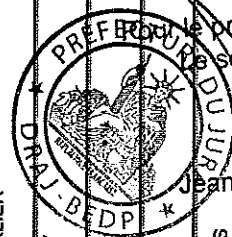
Sources des Grands Prés

Périmètre Rapproché : Commune de BIEF DES MAISONS

Section	N°	Lieu-dit	Surface m²	Propriétaire
ZC	9	Grands Prés sur la Fontaine	2 480	Commune de Bief des Maisons - Au Village - 39 150 BIEF DES MAISONS
ZC	11	Grands Prés sur la Fontaine	20 850 m² dont 19 250 m² inclus dans le PPR	Commune de Bief des Maisons - Au Village - 39 150 BIEF DES MAISONS
ZC	12	Grands Prés sur la Fontaine	13 040	GAEC des Violettes - 39 150 LES CHALESMES
ZC	13	Grands Prés sur la Fontaine	13 600	COSTE Jean Noël - 5 Grande Rue - 39 150 LES PLANCHES EN MONTAGNE
ZC	98	Aux Prolerets	9 380	VUEZ Georgette - Gérance tutelle hospital - 2 FG St Etienne - 25 300 PONTARLIER ROYET Nicole - 13 Chemin du Bois Murie - 25 410 SAINT VIT
ZC	99	Aux Prolerets	5 620	PYANET Thérèse - 6 rue des Combes - 39 150 CHAUX DES CROTENAY ETIEVANT Brigitte - 8 rue de Geovresset - 01 100 OYONNAX
ZC	100	Aux Prolerets	590	LACROIX Yvonne - Grand Pré - 01 700 MIRIBEL
ZC	101	Aux Prolerets	680	GUIGNARD Jeanne - 25 300 LA CLUSE ET MUJOUX
ZC	102	Aux Prolerets	14 480	FUMEY Lucien - 1 Chemin des Grands Prés - 39 150 BIEF DES MAISONS
ZC	103	Aux Prolerets	18 160	Commune de Bief des Maisons - Au Village - 39 150 BIEF DES MAISONS

VU par le Préfet,
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
LONS-LE-SAUNIER, le 3 AOUT 2014.

LE PRÉFET,



le préfet et par délégation
le secrétaire général

Jean-Marie WILHELM

Puits du Village

Périmètre Rapproché : Commune de BIEF DES MAISONS

Section	N°	Lieu-dit	Surface m²	Propriétaire
ZD	9	Sur la Fontaine	8 920 m² dont 8 776 m² inclus dans le PPR	Commune de Bief des Maisons - Au Village - 39 150 BIEF DES MAISONS
ZD	10	Sur la Fontaine	3 180	MATHIEU Daniel / GUILLEMIN Nadine - Place des Maronniers - 39 150 BIEF DES MAISONS
ZD	11	Sur la Fontaine	4 840	PARENT Colette / CART Rachel - 9 rue d'Arsure - 39 150 BIEF DES MAISONS CART Jean François - rue de l'église - 39 250 FRAROZ CART Dominique - 331 rue Principale - 39 150 ENTRE DEUX MONTs
ZD	12	Sur la Fontaine	840	Association Foncière de Bief des Maisons - Mairoe - 39 150 BIEF DES MAISONS
ZD	13	Sur la Fontaine	1 710	PARENT Colette / CART Rachel - 9 rue d'Arsure - 39 150 BIEF DES MAISONS CART Jean François - rue de l'église - 39 250 FRAROZ CART Dominique - 331 rue Principale - 39 150 ENTRE DEUX MONTs
ZD	14	Sur la Fontaine	4 220	PECCLET Brigitte - 2 rue Baudelaire - 25 300 PONTARLIER
ZD	15	Sur la Fontaine	3 000	MATHIEU Gilles - 5 Chemin des Grands Prés - 39 150 BIEF DES MAISONS
ZD	16	Sur la Fontaine	4 020	MIDOL Claude - OUDET Marguerite - 1 rue de la Fromagerie - 39 150 BIEF DES MAISONS
ZD	17	Sur la Fontaine	1 530	PERRIN Madeleine - 37 Grande Rue - 39 400 LONGCHAUMOIS
ZD	18	Sur la Fontaine	5 360	MATHIEU Daniel - 8 Place des Maronniers - 39 150 BIEF DES MAISONS
ZD	19	Combe Moissenet	1 000	Commune de Bief des Maisons - Au Village - 39 150 BIEF DES MAISONS
ZD	20	Combe Moissenet	14 540	PECCAUD Amédée - 2 Chemin des Grands Prés - 39 150 BIEF DES MAISONS PECCAUD Marie - 3 allée Gabriel Ripotot - 39 300 CHAMPAGNOLE PECCAUD Patrice - 22 rue du Souhait - 39 570 POIDS DE FIOLE PECCAUD Monique - 39 250 GILLOIS PECCAUD Sylvie - rue Edgar Faure - 39 600 PORT LESNEY PECCAUD Jean Marie - 39 150 BIEF DES MAISONS
ZD	21	Combe Moissenet	11 200	MATHIEU Daniel / GUILLEMIN Nadine - Place des Maronniers - 39 150 BIEF DES MAISONS

VU par le Préfet,
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
LONS-LE-SAUNIER, le ... 3. AOÛT... 2011...

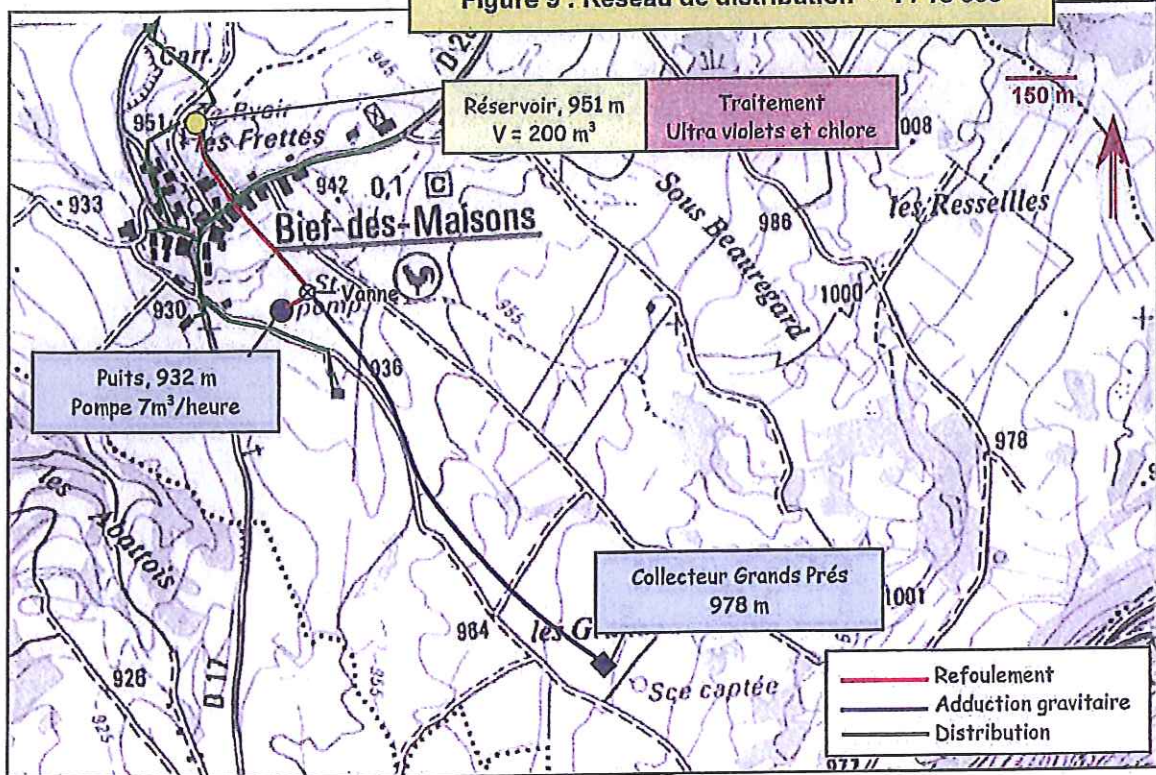
LE PRÉFET,

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général



Jean-Marie WILHELM

Figure 9 : Réseau de distribution - 1 / 15 000



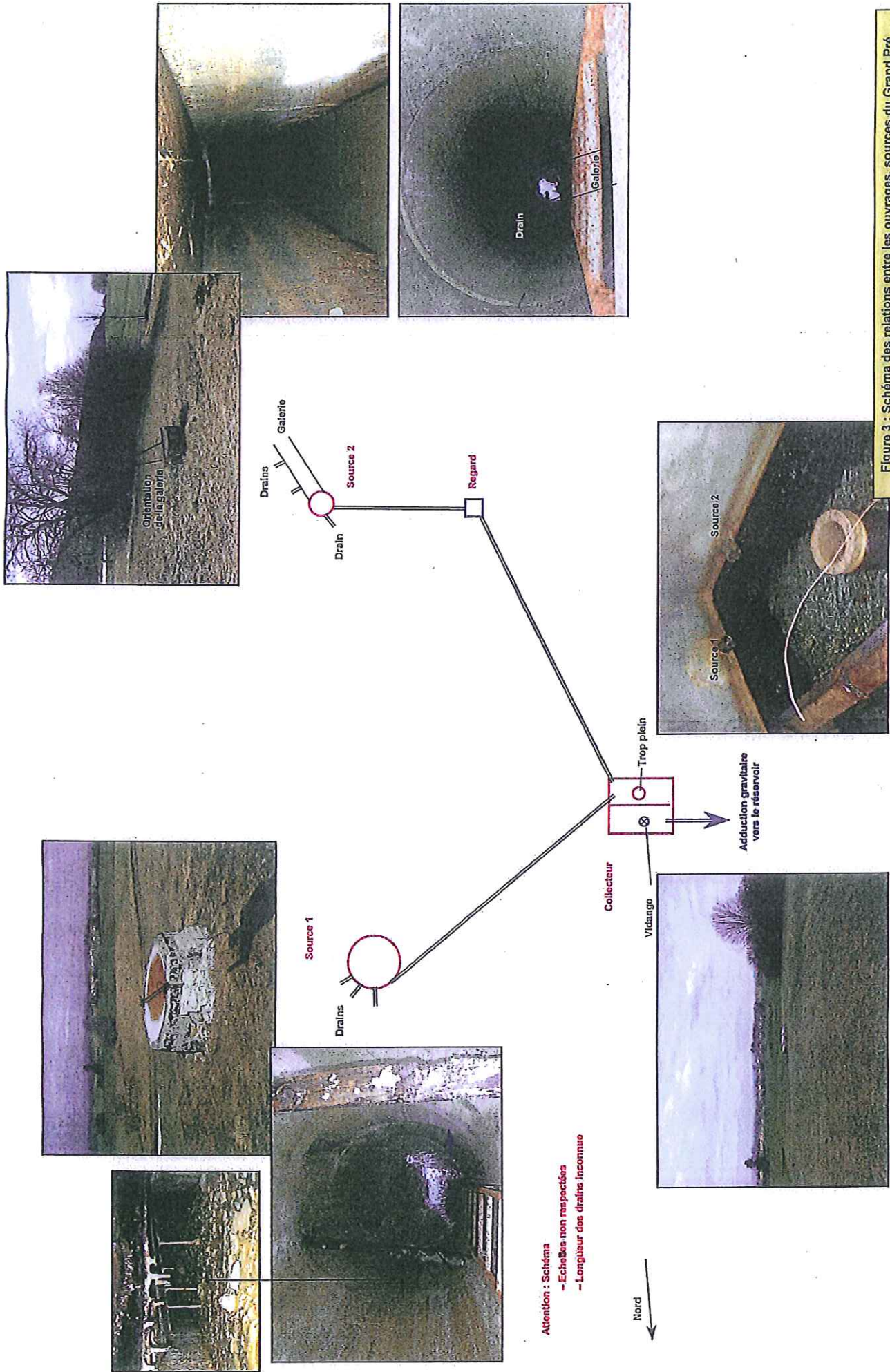


Figure 3 : Schéma des relations entre les ouvrages, sources du Grand Pré

Nom de l'Unité de Distribution :

BIEF DES MAISONS

UGE : ADD.COMM. DE BIEF DES MAISONS
exploitant : MAIRIE DE BIEF DES MAISONS

Caractéristiques de l'UDI :

Population desservie : 87

Désinfection : Ultra-violet

Nbre de branchements en Plomb
recensés sur le réseau de distribution
en 2000 :
(données fournies par l'exploitant)

0

1 - Qualité bactériologique de l'eau distribuée :

année	Nbre d'analyses représentatives de la qualité de l'eau distribuée	Nbre d'analyses non conformes pour les germes fécaux	Taux de conformité des analyses pour les germes fécaux	Contamination maximale observée pour les germes fécaux
2009	5	0	100%	0
bilan triennal 2007 - 2008 - 2009	17	2	88%	17
bilan triennal 2004 - 2005 - 2006	19	6	68%	135

Commentaires sur les résultats de l'année 2009 :

Eau de très bonne qualité bactériologique .

Le nombre d'analyses 2007 réalisées en distribution est insuffisant pour une exploitation statistique

Commentaires sur les résultats du bilan triennal 2007 - 2008 - 2009 :

Eau de qualité bactériologique moyenne - Présence encore assez fréquente de germes témoins d'une contamination d'origine fécale.
Le niveau de contamination d'origine fécale des analyses non conformes reste modéré.

VU par le Préfet,
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
LONS-LE-SAUNIER, le3 ADUI...2011..

LE PRÉFET,



Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

Jean-Marie WILHELM

Nom de l'Unité de Distribution :

BIEF DES MAISONS

UGE : ADD.COMM. DE BIEF DES MAISONS

exploitant : MAIRIE DE BIEF DES MAISONS

2 - Qualité physico-chimique de l'eau distribuée :

A l'exception des paramètres pH, conductivité, turbidité et teneur en chlore résiduel (si l'eau est désinfectée) qui sont systématiquement mesurés sur les points de surveillance du réseau de distribution (UD), les paramètres physico-chimiques sont analysés sur les prélèvements réalisés sur les installations de production (TTP) et les captages (CAP).

paramètre	unité	norme (N) ou niveau guide (NG :)	Signification du paramètre	Nb valeur	valeur moyenne	maximum mesuré	minimum mesuré
Paramètres en relation avec la structure naturelle des eaux							
pH	unité pH	N : entre 6,5 et 9,0	équilibre - acidité de l'eau	7	7,22	7,40	7,00
Conductivité	µS/cm	NG : 400 µS/cm	indicateur de la minéralisation globale	6	587	619	504
Dureté	°f	NG : entre 10 et 30 °f	teneur en carbonates de calcium et magnésium	2	28,8	32,1	25,4
Turbidité	NTU	N : < à 2,0	indicateur de la limpidité de l'eau	6	0,38	0,81	0,00
Paramètres relatifs à des éléments indésirables							
Chlore résiduel	mg/l	NG : < à 0,100 mg/l	un résiduel de chlore non nul garantit la qualité microbiologique de l'eau.	7	0,000	0,000	
Fer	µg/l	N : < à 200	l'excès de fer donne une couleur rouille à l'eau - tache le linge.	1	0	0	0
Manganèse	µg/l	N : < à 50	l'excès de manganèse donne une couleur noire - tache le linge.				
Fluor	µg/l	N : < à 1500 NG : 500 - 1500	oligo-élément. Les besoins journaliers sont satisfaits pour le niveau guide.				
Nitrates	mg/l	N : < à 50 NG : < à 25	indicateur d'une pollution azotée	3	0,8	1,9	0,0
Pesticides	µg/l	N : < à 0,100 µg/l	Herbicide, insecticides, fongicides... concentrations de la substance majoritaire				

Remarque 1 :

Une valeur moyenne ou minimum nulle signifie que la (ou les) valeur(s) du paramètre analysé est inférieure au seuil de détection de la méthode analytique du laboratoire.

Remarque 2 :

Pour chacun de ces paramètres, seuls les résultats d'analyses représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sont pris en compte

Commentaires :

Eau de minéralisation moyenne
Eau de dureté moyenne
Faible turbidité

La concentration moyenne en nitrates est basse. La ressource est peu vulnérable aux pollutions diffuses d'origine agricole.